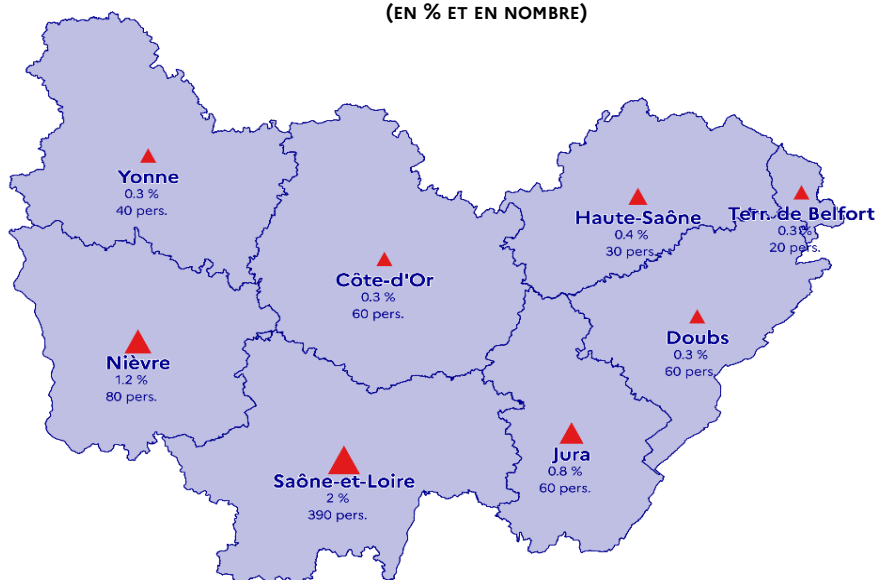


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,7 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2023

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

- DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)**
 Cat. A : **100 300** (+ 0,7 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **94 070** (- 1,2 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **194 370** (- 0,2 % sur un trim.)
- TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,3 % au 2^{ème} trimestre 2023
 + 0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2023
 (France métropolitaine : 6,9 % ; 0,0 pt)
- EMPLOI SALARIÉ**
994 980 au 2^{ème} trimestre 2023
 - 0,0 % par rapport au 1^{er} Trim. 2023
- RECOURS À L'INTÉRIM**
36 590 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2023
 - 0,4 % par rapport au 1^{er} Trim. 2023

Au deuxième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) est stable en Bourgogne-Franche-Comté par rapport au 1er trimestre 2023. Hors intérim, il progresse nettement dans les services aux entreprises, l'hébergement-restauration et l'information-communication. Il se rétracte en revanche dans les transports. L'emploi salarié continue de se replier dans la construction et les activités immobilières, en lien avec la baisse des mises en chantier et la remontée des taux d'intérêts. L'emploi salarié se stabilise dans l'industrie. Les effectifs progressent uniquement dans l'industrie agroalimentaire. Ils se replient nettement dans la fabrication de matériels de transport. La demande en intérim continue de diminuer, mais moins fortement qu'au premier trimestre. Le recours à l'activité partielle diminue : près de 4 300 salariés ont été placés en activité partielle, après 6 900 au cours du précédent trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 58 400) est moins élevé qu'il y a un an (-1,3 %, soit -800).

Au troisième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle qui traduit les anticipations des employeurs, reste stable, excepté dans la fabrication de matériels de transport où la mobilisation du dispositif tend à augmenter. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses qu'il y a un an, menacent davantage d'emplois. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans activité) s'accroît nettement, même si leur volume est plus faible qu'en 2022. Les difficultés d'insertion concernent principalement les jeunes : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 2,4 % (+ 0,7 % catégorie ABC). Si les femmes en recherche d'emploi sont plus souvent en activité réduite, les hommes semblent avoir moins bénéficié des opportunités d'embauches puisque leur demande d'emploi (catégorie A) est en hausse de 1,2 %. Le flux moyen d'entrées à Pôle emploi augmente, caractérisé par un nombre plus important de personnes arrivées en fin de contrat (à durée déterminée ou d'intérim) ou licenciées pour motif économique. En même temps, les sorties de Pôle emploi diminuent depuis le début d'année.

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Simon-Pierre Eury

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.36

Retrouvez nos publications sur : <https://bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr>

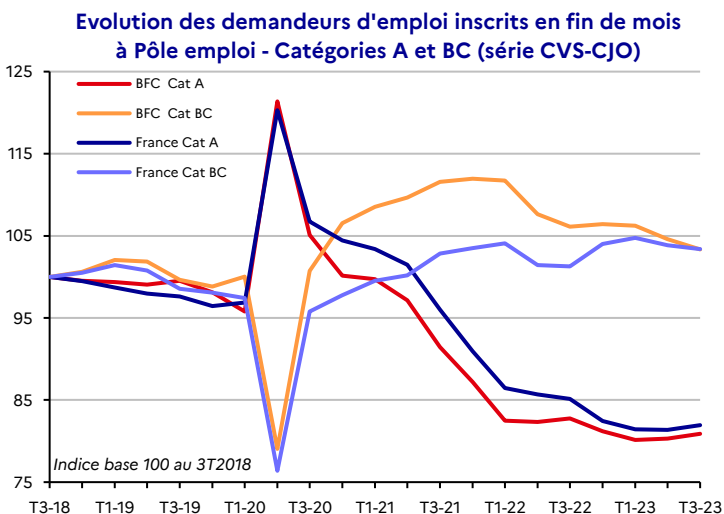
3^{ème} Trimestre 2023

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	100 300	+0,7	-2,3
Catégories B, C	94 070	-1,2	-2,6
Catégories A, B, C	194 370	-0,2	-2,4
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 818 800	+0,7	-3,8
Catégories B, C	2 257 800	-0,5	+2,0
Catégories A, B, C	5 076 600	+0,2	-1,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares



Données CVS-CJO	Catégorie A	BFC		France	
		T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.
Hommes	52 280	+1,2	-2,0	+1,1	-3,5
< 25 ans	7 720	+1,6	+1,6	+1,9	+3,6
25 - 49 ans	29 610	+1,1	-1,4	+1,2	-3,8
50 ans et plus	14 950	+1,1	-5,0	+0,7	-6,0
Femmes	48 020	+0,3	-2,5	+0,2	-4,1
< 25 ans	6 660	+3,6	+1,8	+2,1	+2,7
25 - 49 ans	27 610	+0,1	-2,1	+0,3	-4,2
50 ans et plus	13 740	-1,1	-5,5	-0,8	-7,0
Total	100 300	+0,7	-2,3	+0,7	-3,8
< 25 ans	14 380	+2,4	+1,7	+2,0	+3,2
25 - 49 ans	57 230	+0,7	-1,7	+0,7	-4,0
50 ans et plus	28 690	0,0	-5,2	-0,1	-6,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	BFC		France	
		T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.
Hommes	94 700	0,0	-1,8	+0,4	-0,6
< 25 ans	13 270	+0,5	-1,3	+1,4	+2,4
25 - 49 ans	56 130	-0,1	-1,8	+0,4	-0,7
50 ans et plus	25 300	0,0	-2,1	0,0	-1,8
Femmes	99 670	-0,4	-3,0	0,0	-1,9
< 25 ans	11 960	+1,0	-2,8	+1,3	+1,2
25 - 49 ans	58 280	-0,6	-3,1	-0,1	-2,0
50 ans et plus	29 430	-0,6	-2,9	-0,6	-2,9
Total	194 370	-0,2	-2,4	+0,2	-1,3
< 25 ans	25 230	+0,7	-2,1	+1,4	+1,9
25 - 49 ans	114 400	-0,4	-2,5	+0,2	-1,4
50 ans et plus	54 730	-0,3	-2,5	-0,3	-2,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	107 720	+0,3	+1,5	+0,5	+3,1
DELD :					
1 à 2 ans	37 090	+1,5	-0,6	+1,7	+1,7
2 à 3 ans	17 000	-0,9	-15,5	+1,3	-13,1
3 ans et plus	32 560	-3,4	-8,5	-3,2	-11,1
Total DELD	86 650	-0,9	-6,9	-0,3	-6,4
Part des DELD	44,6%	-0,3 pt	-2,1 pt	-0,2 pt	-2,4 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2		Moyenne annuelle	
	2023	2023	2023	2022
Assurance chômage	83 150	85 020	83 240	
Solidarité - Etat	8 760	8 930	10 630	
Autres	2 260	2 230	2 030	
Total DE indemnisés	94 170	96 180	95 900	
Formation	6 970	7 310	8 040	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	46,4%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 430	+3,0	-0,6	+0	-1,5
Fin de mission d'intérim	1 660	+1,2	+10,7	+4	+4,2
Démission	1 130	+2,7	+7,6	+1	+9,6
Rupture conventionnelle	1 240	-0,8	-3,1	+2	+2,3
Licenc. économique	290	+3,6	+7,4	-1	0,0
Autre licenciement	1 180	-3,3	-13,2	-8	-18,5
Première entrée ⁽¹⁾	890	-7,3	-7,3	-4	-3,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 980	+2,8	+10,6	+3	+17,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 530	+5,1	+8,0	+3	+6,8
Autre motif ⁽⁴⁾	1 310	+4,0	+5,6	-2	-1,6
Motif indéterminé	1 600	+5,3	-8,0	+1	-8,1
Total	20 250	+2,3	+2,7	+1	+2,5

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 790	-3,5	-1,8	+3,9	-7,8
Entrée en stage ou formation	2 140	-2,7	-11,2	-2,9	-3,6
Arrêt de recherche**	1 940	-3,5	-1,5	-6,0	-4,8
dont maladie	1 170	-1,7	+0,9	-5,8	-1,5
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 140	-4,2	-2,9	-8,2	-1,3
Radiation administrative	1 930	-8,5	+4,9	-0,7	+12,4
Autre cas ⁽²⁾	1 610	+0,6	+8,1	-2,1	+2,2
Total	19 550	-3,9	-2,1	-4,3	-1,5

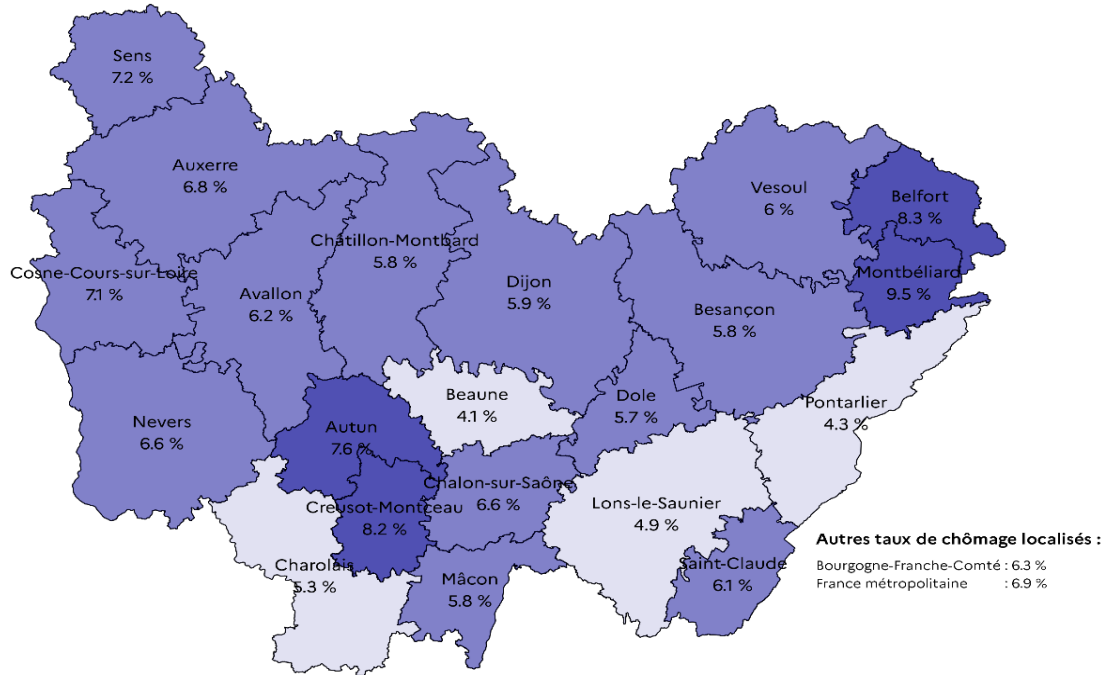
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 2^{ème} trimestre 2023



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T3 2023	Cumul 2023	Var.(%)/cumul 22	Var.(%)/cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	663	2270	-12,9	-21,4
jeunes	236	737	-0,2	-0,3
seniors	169	622	-	-
bénéficiaires RSA	129	409	-	-
DELD	335	1 190	-	-
TH	111	391	-	-
résidents QPV	57	213	-26,3	-24,1
résidents ZRR	237	902	-17,3	-27,8
éducation nationale	39	73	-26,3	+35,9
CIE Jeunes	185	1 165	-19,3	-49,8
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 611	7 286	+13,0	-1,8
dt résidents QPV	385	1 005	+25,2	nd
CEJ*	2 903	8 490	+15,4	+15,9
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	112	454	-3,2	-11,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T 2023)				
- secteur public	5	20	-9,1	+18,5
- secteur privé	828	2 229	+11,3	+1,4

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T3 2023	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	1 633	-22,0	-34,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	11 228	-31,4	-31,5
CEJ*	4 533	+47,0	-
IAE (au 1T 2023)	8 024	-1,3	+0,3
dont ACI	3 213	+4,5	+5,6
dont AI	2 680	-8,6	-8,8
dont EI	1 069	+0,4	+4,5
dont ETTI	1 062	+0,3	+1,3

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T1 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
IAE	2 376	2 376	-10,3	-2,6
dont ACI	836	836	+0,8	-2,2
dont AI	682	682	-23,8	-5,5
dont EI	311	311	-8,8	-2,1
dont ETTI	547	547	-6,5	-0,1

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T3 2023	Evol./T3 2022 (en %)
Créations d'entreprises	7 713	+4,4
dont :		
Entreprises individuelles	1 124	-16,6
Micro-entrepreneurs	5 040	+13,1
Sociétés	1 549	-2,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 673	-8,7
dont :		
Industrie	370	-14,7
Construction	206	-15,9
Commerce	513	-13,9
Services	1 584	-4,2
Total des créations sur 12 mois glissés	11 216	-5,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

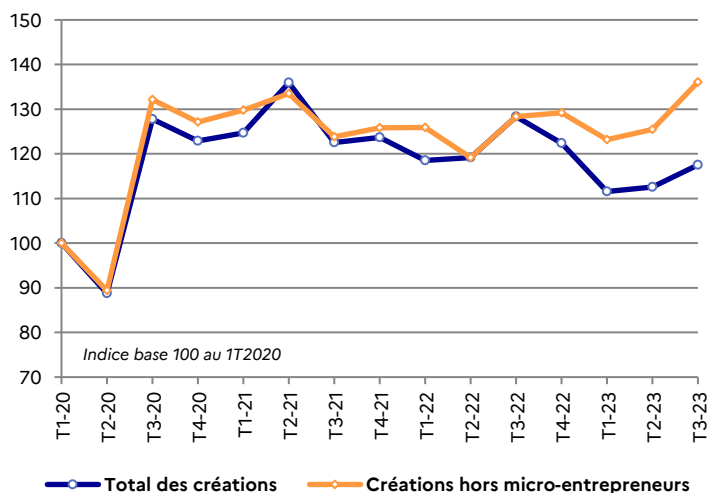
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —●— Créations hors micro-entrepreneurs

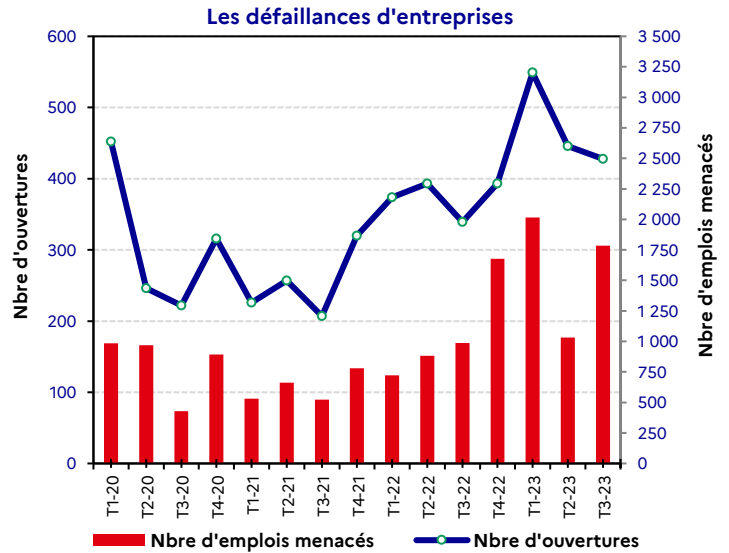
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T3 2023	Evol./T3 2022
(en %)		
Nombre d'ouvertures de procédures	428	+26,3
dont :		
Sauvegardes	6	-33,3
Redressements judiciaires	136	+47,8
Liquidations judiciaires directes	286	+20,2
dont :		
PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	1 785	+80,9
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	347	+70,9
Construction	196	+5,4
Commerce	302	+109,7
Services	938	+119,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 816	+27,3

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



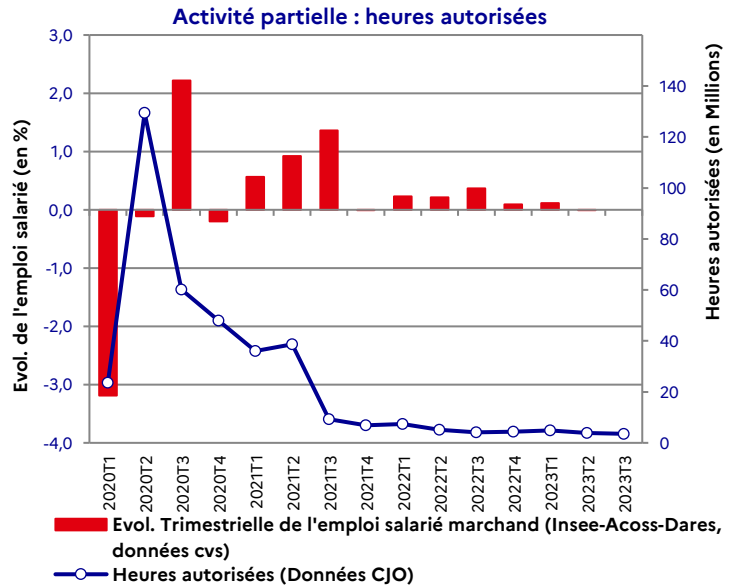
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T2 2023	T3 2023
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	694	493
Volume d'heures autorisées	3 855 483	3 544 739
dont :		
Agriculture	1 203	150
Industrie	3 250 728	3 112 961
Construction	69 366	13 380
Commerce	59 130	56 821
Services	475 056	361 427
Etablissements autorisés	628	466
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	192	150
Nombre de salariés concernés**	37 574	32 590
Total heures autorisées 12 mois glissés	17 194 554	16 613 376

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

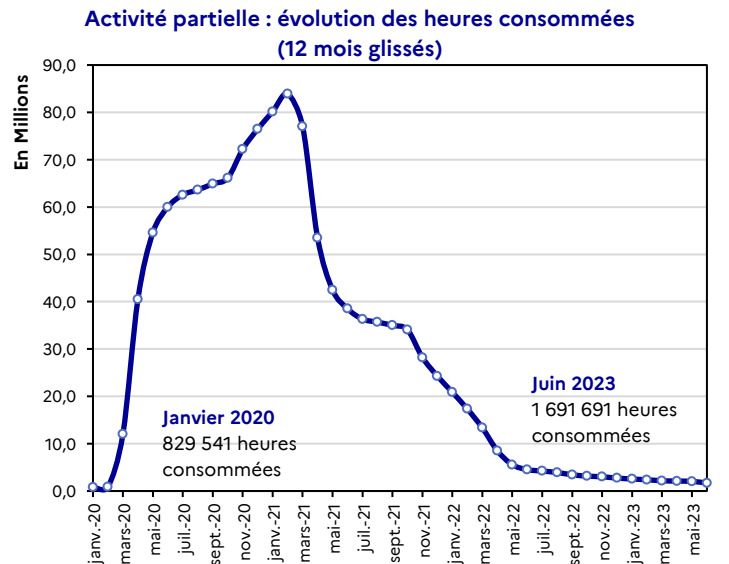


Heures consommées	BFC	
	T1 2023	T2 2023
Nombre d'heures consommées*	464 182	333 786
dont :		
Agriculture	828	434
Industrie	340 973	265 723
Construction	11 684	6 757
Commerce	15 689	11 099
Services	95 007	49 772
Etabs ayant consommé des heures	456	310
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	115	90
Nombre de salariés concernés**	6 863	4 296
Total heures consommées 12 mois glissés	2 170 436	1 691 691

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2e trimestre 2023						
Embauches		9 095	4 298	19 643	148 756	181 792
Répartition en %		5,0	2,4	10,8	81,8	100,0
dont en % :						
	CDD	51,6	47,8	69,0	89,4	84,3
	< 25 ans	33,4	32,0	54,5	26,3	29,9
	25 - 49 ans	49,2	53,9	33,2	47,0	45,8
	50 - 54 ans	7,0	5,9	4,1	9,2	8,4
	55 ans ou plus	10,4	8,2	8,2	17,5	15,9
	Femmes	41,2	11,1	57,4	62,8	59,9
Sorties		9 137	4 661	18 466	148 116	180 380
Répartition en %		5,0	2,6	10,2	81,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	30,4	28,2	51,5	84,5	76,9
	dont CDD < 1 mois	47,7	27,8	67,9	89,2	86,3
	Demissions	27,4	31,6	22,1	6,8	10,1
	Licenciements économiques	1,8	1,7	0,8	0,3	0,5
	Licenc. non économiques	11,5	13,7	7,4	2,4	3,7
	Retraite	9,0	4,7	2,5	0,9	1,6
	Ruptures Conventionnelles	7,2	8,6	4,3	1,2	2,0
	< 25 ans	23,8	29,1	45,9	24,5	26,8
	25 - 49 ans	46,4	52,3	37,5	47,6	46,6
	50 - 54 ans	8,0	6,1	4,9	9,2	8,6
	55 ans ou plus	21,8	12,5	11,7	18,7	18,0
	Femmes	37,9	10,4	57,5	62,9	59,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

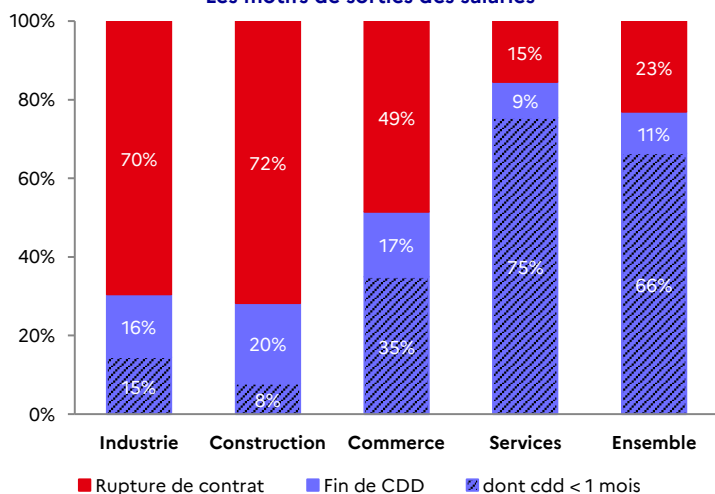
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

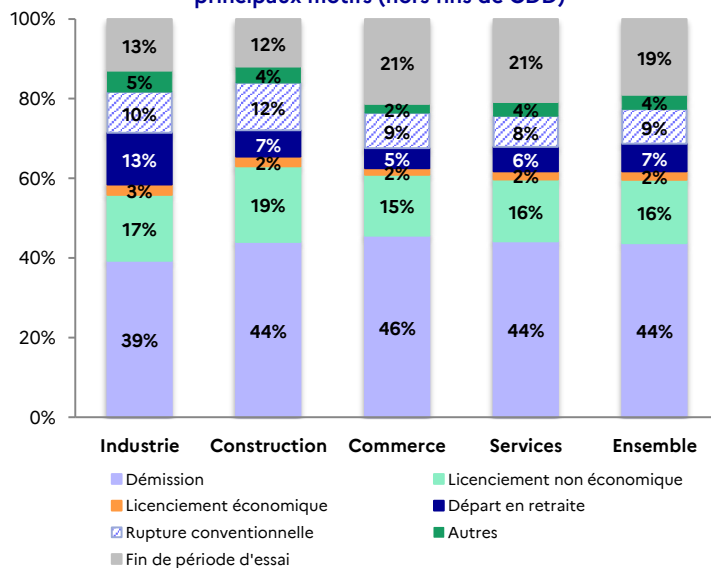
Lecture : Au 2e trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 51,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2e trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		54 304	83 192	15 346	28 950	108 870	33 105
dont en % :							
	CDD	85,7	80,5	85,9	91,9	87,9	88,4
Sorties		48 305	84 063	15 596	32 416	107 671	29 429
dont en % :							
	Fins de CDD	76,7	74,9	81,7	80,1	81,8	81,1
	dont CDD < 1 mois	81,6	86,2	90,0	91,5	87,9	84,4
	Demissions	10,9	12,7	7,3	3,6	8,2	9,3
	Licenciements économiques	0,1	0,6	0,8	0,7	0,4	0,0
	Licenc. non économiques	5,2	3,4	3,2	2,2	2,7	3,6
	Retraite	0,0	0,0	0,1	8,9	1,2	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	2,9	2,2	1,3	1,6	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,9 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2020, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note

Bourgogne - Franche-Comté 2 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	17 400	+20	+0,1	+580	+3,5	17 550	+10	+0,1	+600	+3,5
Industrie	168 110	-160	-0,1	-310	-0,2	186 610	-80	-0,0	+250	+0,1
Industrie agro-alimentaire	28 390	+60	+0,2	+320	+1,1	31 300	+50	+0,2	+220	+0,7
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 510	-30	-0,3	+20	+0,1	12 210	+20	+0,2	+90	+0,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 850	0	+0,0	+120	+0,5	25 390	-70	-0,3	+80	+0,3
Matériels de transport	20 870	-220	-1,0	-700	-3,2	24 400	-170	-0,7	-140	-0,6
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 480	+30	+0,0	-60	-0,1	93 310	+90	+0,1	0	+0,0
Construction	54 410	-230	-0,4	-250	-0,5	58 480	-440	-0,7	-220	-0,4
Commerce ; réparation auto.	127 430	-80	-0,1	-270	-0,2	130 550	-40	-0,0	-350	-0,3
Services marchands	243 580	+510	+0,2	+3 650	+1,5	253 020	+540	+0,2	+3 520	+1,4
Transports et entreposage	51 510	-350	-0,7	+320	+0,6	55 240	-260	-0,5	+650	+1,2
Hébergement et restauration	36 160	+190	+0,5	+640	+1,8	36 510	+170	+0,5	+560	+1,5
Information et communication	9 440	+40	+0,4	+350	+3,8	9 550	+50	+0,5	+370	+4,0
Services financiers	21 280	0	+0,0	+330	+1,6	21 400	0	-0,0	+280	+1,3
Services immobiliers	7 050	-70	-1,0	-180	-2,4	7 120	-80	-1,1	-180	-2,4
Services aux entreprises	75 320	+610	+0,8	+870	+1,2	80 120	+520	+0,7	+450	+0,6
Services aux ménages	42 820	+100	+0,2	+1 320	+3,2	43 090	+150	+0,4	+1 400	+3,3
Services non marchands	347 760	-110	-0,0	+1 580	+0,5	348 770	-110	-0,0	+1 460	+0,4
Ensemble	958 680	-50	-0,0	+4 980	+0,5	994 980	-110	-0,0	+5 270	+0,5
dont privé						753 790	-290	-0,0	+4 110	+0,5
dont public						241 200	+170	+0,1	+1 160	+0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

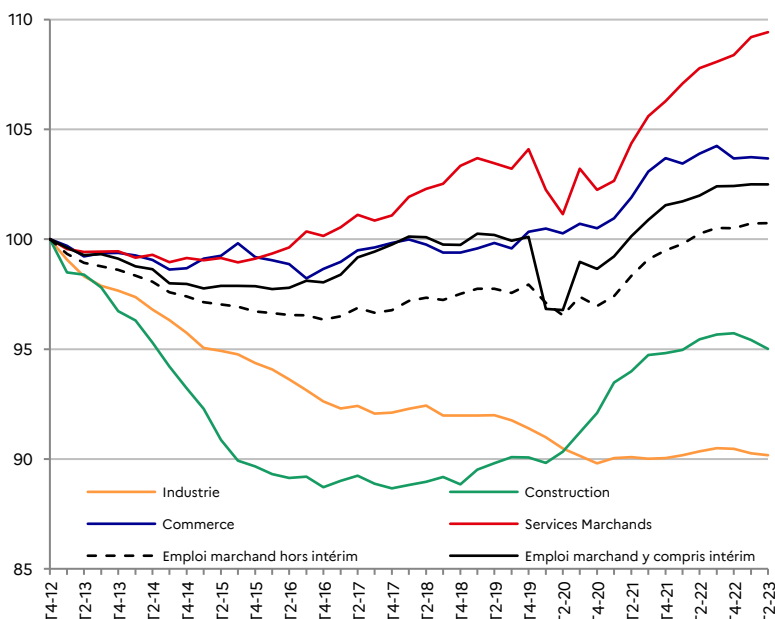
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

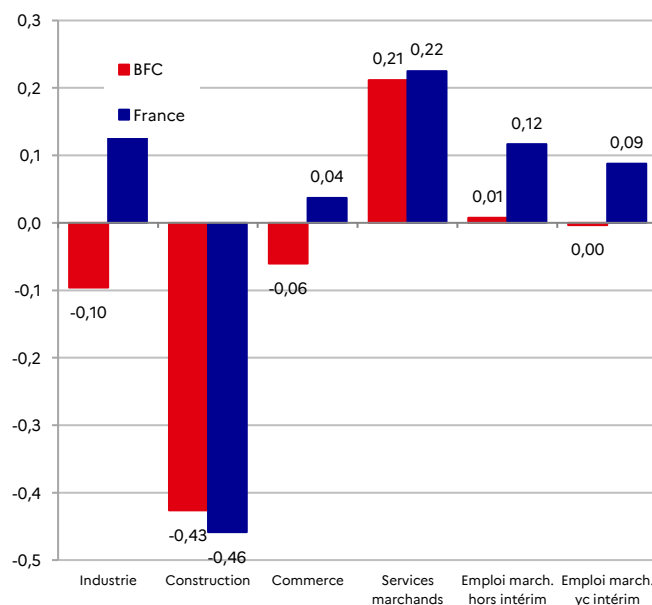
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 2 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	160	-0,8	+14,2	0,9	+0,1	180	-5,3	+5,9	2,2	+0,2
Industrie	18 850	+0,4	+1,8	10,1	+0,2	18 370	-3,0	-3,7	2,7	+0,2
Construction	4 390	-6,0	-2,4	7,5	-0,1	4 430	-5,1	-0,9	3,4	+0,1
Commerce	2 990	-0,2	+0,7	2,3	+0,0	3 100	-1,0	-4,0	1,7	+0,1
Services	10 190	+0,5	-3,1	4,0	-0,2	10 550	+0,1	-5,0	1,2	-0,1
Ensemble	36 590	-0,4	-0,1	5,7	-0,0	36 620	-2,3	-3,8	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

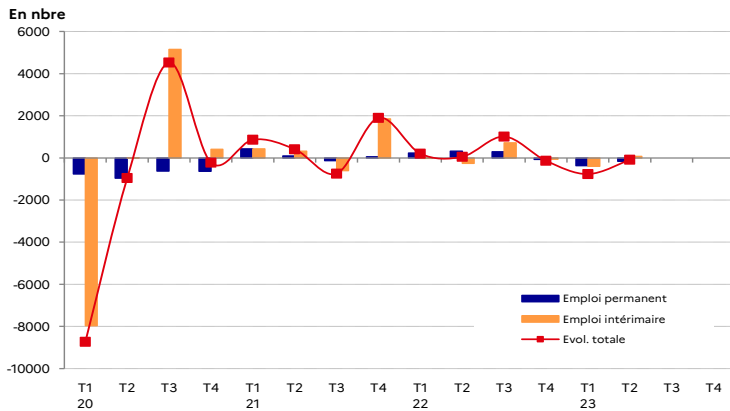
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

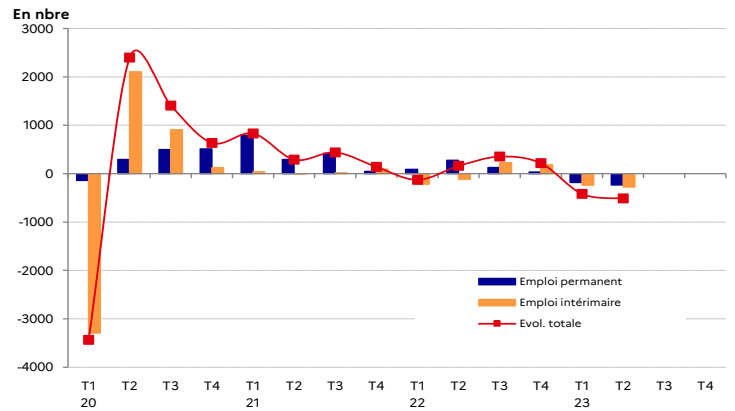
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

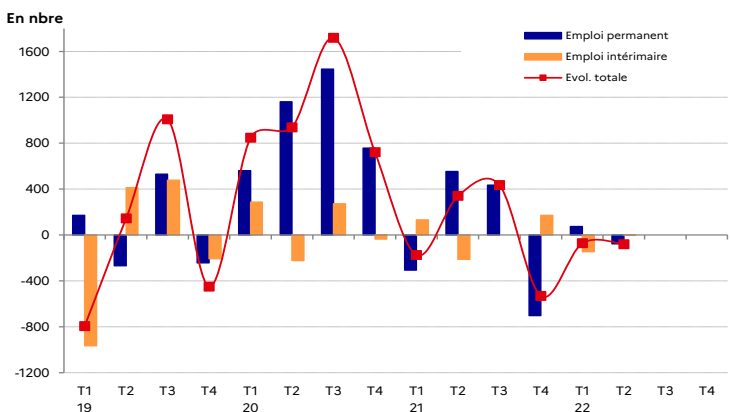
Industrie



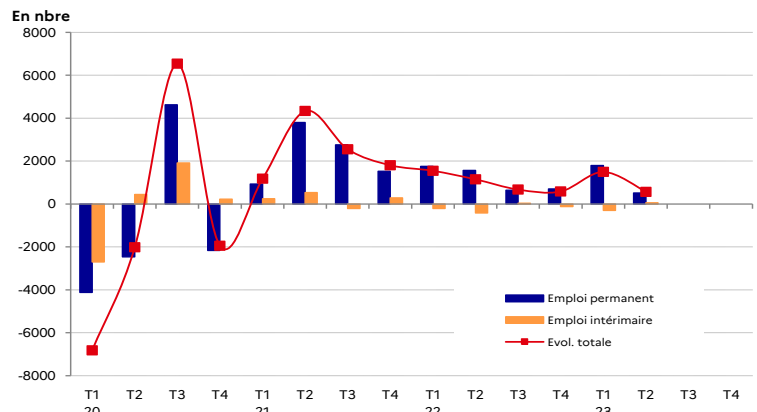
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

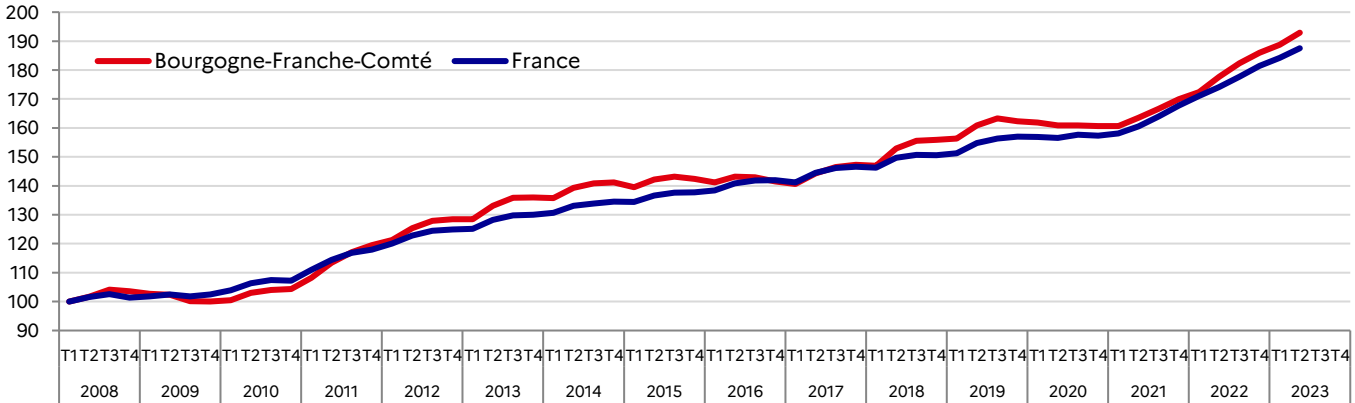
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		
					en nbre	en %				en nbre	en %	
Côte d'Or	249 510	220 370	22,1	-0,1	+2 730	+1,3	212	0,5	+8,7	+39	+22,5	
Doubs	253 357	199 560	20,1	+0,1	+850	+0,4	32 280	71,0	+1,8	+2 252	+7,5	
Jura	116 657	87 870	8,8	+0,1	+240	+0,3	7 628	16,8	+2,8	+673	+9,7	
Nièvre	80 740	64 510	6,5	+0,2	+40	+0,1	18	0,0	+12,5	+2	+12,5	
Haute-Saône	104 863	69 610	7,0	-0,4	+130	+0,2	681	1,5	+6,4	+98	+16,8	
Saône-et-Loire	238 970	192 880	19,4	+0,1	+1 440	+0,7	227	0,5	+4,6	+19	+9,1	
Yonne	145 687	110 280	11,1	-0,1	-180	-0,2	25	0,1	-3,8	-1	-3,8	
Territoire de Belfort	64 451	49 900	5,0	-0,0	+30	+0,1	4 404	9,7	+3,2	+502	+12,9	
BFC	1 254 237	994 980	100,0	-0,0	+5 270	+0,5	45 475	100,0	+2,2	+3 584	+8,6	

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

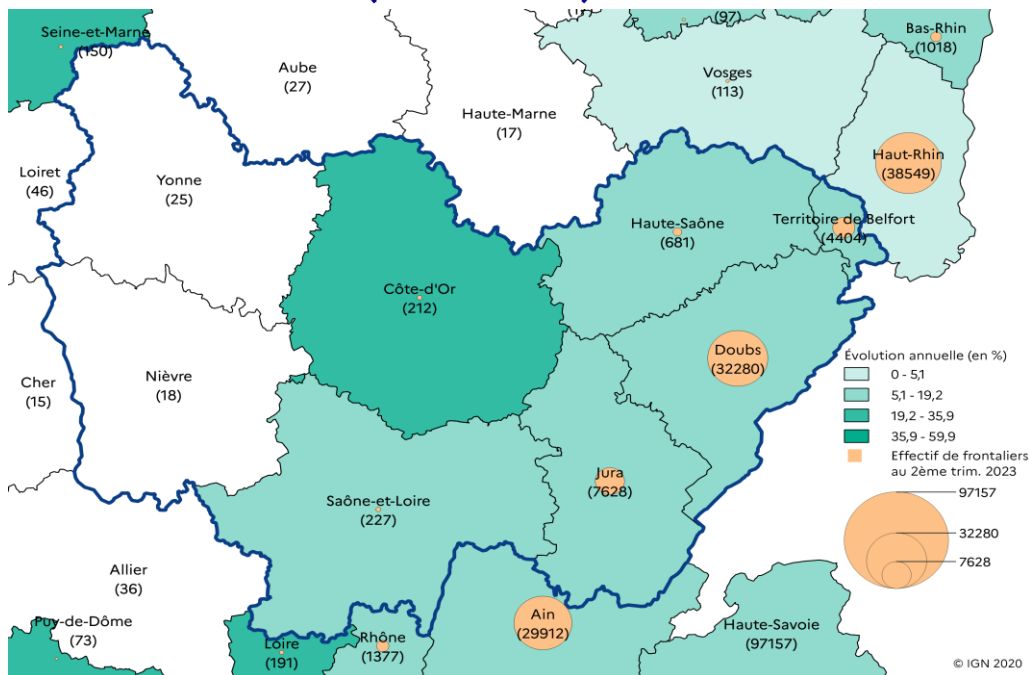
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +7,5 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 32 280 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 727	-1,5	38 953	+4,8	8 757	+2,9	1 503	-12,3
Doubs	12 443	-1,0	34 140	+2,5	10 357	+0,3	1 647	-15,3
Jura	3 547	-3,0	16 170	+4,8	5 413	+3,6	613	-22,4
Nièvre	5 620	-1,5	13 853	+2,2	6 377	+1,5	747	-15,8
Haute-Saône	3 960	-3,6	15 560	+2,7	5 687	+4,7	927	-12,3
Saône-et-Loire	10 163	+0,8	37 793	+3,6	12 180	+3,6	1 907	-13,3
Yonne	8 690	-1,8	23 310	+0,7	7 723	+0,5	1 167	-17,1
Territoire de Belfort	4 247	-1,9	9 853	+1,3	2 467	+3,4	630	-16,7
BFC	58 397	-1,3	189 632	+3,1	58 961	+2,3	9 141	-15,0

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

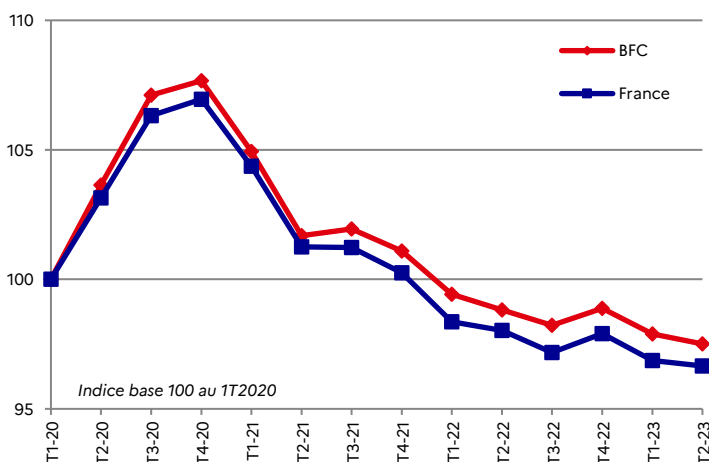
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

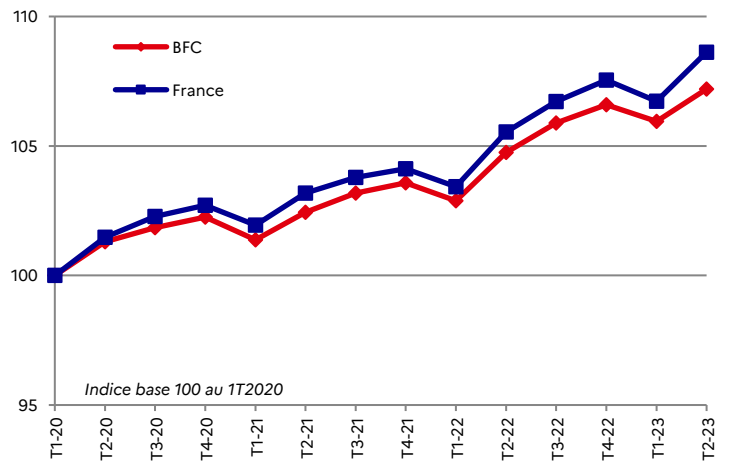
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

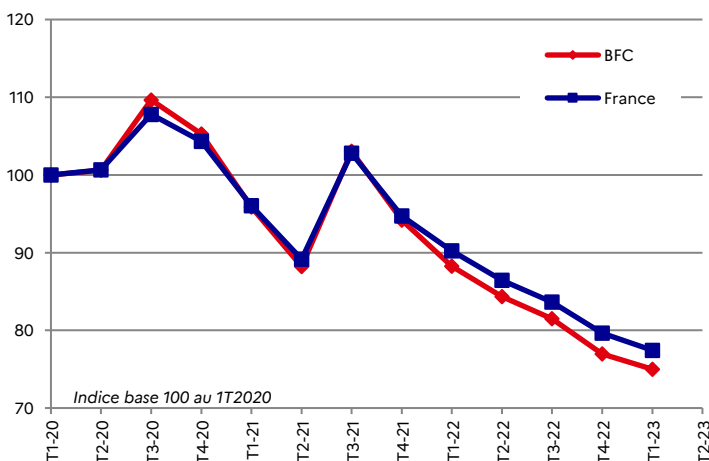
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



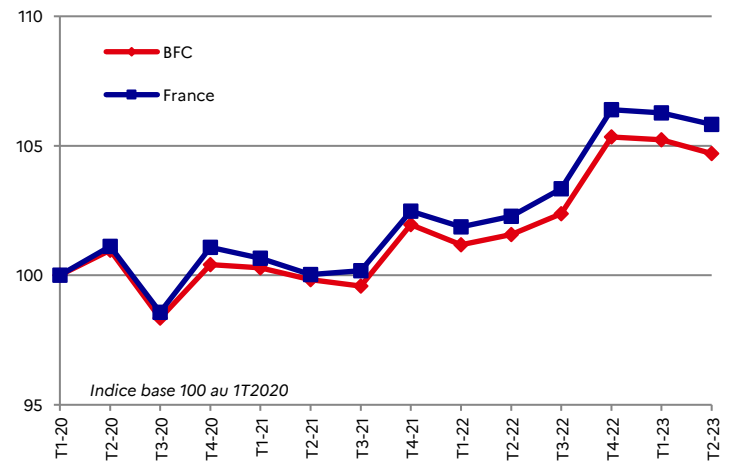
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 3^{ème} Trim. 23	18 020	21 040	7 870	6 520	8 030	19 790	12 280	6 750	100 300
Variation (en %) sur 1 Trim.	+0,3	+0,3	+0,8	+1,2	+0,4	+2,0	+0,3	+0,3	+0,7
Variation (en %) sur 1 an	-2,6	-3,1	-0,3	-5,0	-4,9	-1,0	-1,1	-0,9	-2,3
Hommes	9 320	11 340	4 110	3 530	4 110	9 950	6 340	3 570	52 280
Femmes	8 710	9 700	3 760	2 980	3 920	9 830	5 940	3 180	48 020
<25 ans	2 520	3 000	1 100	1 010	1 190	2 760	1 800	1 000	14 380
25-49 ans	10 650	12 470	4 410	3 560	4 450	10 850	6 940	3 890	57 230
>50 ans	4 860	5 560	2 360	1 940	2 390	6 180	3 540	1 850	28 690
DELD (Cat. A, B, C)	16 520	17 200	7 050	5 270	7 040	18 240	10 200	5 140	86 650
Taux de chômage 2 ^{ème} Trim. 23	5,6	6,5	5,2	6,6	6,3	6,4	6,8	8,5	6,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 3^{ème} Trim. 23									
Nbre ouvertures procédures	75	63	44	27	45	92	53	29	428
Evolution annuelle (en %)	+41,5	-3,1	+12,8	+12,5	+55,2	+21,1	+20,5	n.s.	+26,3
Trav. Temporaire 2^{ème} Trim. 23									
Effectifs	6 730	7 920	3 660	1 660	3 280	7 130	4 530	1 680	36 590
Evol./trim. précédent (en %)	+1,0	-0,5	+1,6	-1,9	+0,3	-1,7	-1,9	-0,1	-0,4
Activité Partielle 2^{ème} Trim. 23									
Nbre d'heures consommées	10 653	112 232	33 004	25 540	31 421	72 003	16 735	32 197	333 786
Evol./trim. précédent (en nbre)	-21 878	-59 774	-43 562	+466	-3 485	+15 397	+3 764	+21 325	-87 747

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 3^{ème} Trim. 23	68	130	72	61	85	103	91	53	663
Cumul 2023	290	409	216	190	295	396	322	152	2 270
PACEA 3^{ème} Trim. 23	491	430	146	231	247	499	336	231	2 611
Cumul 2023	1 308	1 207	402	600	809	1 571	733	656	7 286
IAE 1^{er} Trim. 23	386	404	286	188	157	447	373	135	2 376
Cumul 2023	386	404	286	188	157	447	373	135	2 376
Apprentissage 2^{ème} Trim. 23	174	209	63	65	70	152	67	33	833
Cumul 2023	528	533	188	152	146	421	193	88	2 249

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

2 ^{ème} Trim. 2023	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	5 050	1 730	1 510	1 270	1 330	3 500	2 910	100	17 400
Evol./trim. Précédent	+1,0	-0,2	-2,2	+0,8	-0,6	+1,7	-1,7	-3,7	+0,1
Industrie :									
Effectif	26 490	39 010	19 270	8 370	15 490	34 230	17 800	7 450	168 110
Evol./trim. Précédent	-0,0	-0,2	+0,1	-0,4	-0,4	+0,2	-0,4	+0,1	-0,1
Construction :									
Effectif	12 620	10 030	5 500	3 180	3 590	11 500	5 830	2 170	54 410
Evol./trim. Précédent	-0,3	-0,3	-0,5	-0,7	-1,6	-0,5	+0,3	-1,1	-0,4
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	176 210	148 800	61 600	51 690	49 200	143 650	83 740	40 180	755 070
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,1	+0,2	+0,4	-0,3	+0,0	-0,0	-0,0	+0,0
Total :									
Effectif	220 370	199 560	87 870	64 510	69 610	192 880	110 280	49 900	994 980
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,1	+0,1	+0,2	-0,4	+0,1	-0,1	-0,0	-0,0

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS